

**Conseil économique et social**

Distr. générale
30 septembre 2014
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2015
26 janvier-3 février et 13 février 2015

**Rapport quadriennaux pour la période 2010-2013
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Africa Centre for Citizens Orientation.	3
2. Afro Centre for Development Peace and Justice	4
3. Fondation Al-khoei	6
4. Alliance Defending Freedom	7
5. Friends of UNFPA	9
6. Société anti-esclavagiste	11
7. Société argentine de pédiatrie	13
8. Institut asiatique pour le développement des transports	14
9. Asian Legal Resource Centre	16
10. Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia	18
11. Assemblée des Premières Nations – Fraternité nationale des Indiens	20
12. Associação de Mulheres contra a Violencia	22



13.	Association apprentissage sans frontières	23
14.	Association for Aid and Relief (Japan)	25
15.	Association des médecins d'Asie.	27

1. Africa Centre for Citizens Orientation

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Africa Centre for Citizens Orientation est une organisation non gouvernementale basée au Nigéria. Elle constitue une coalition de cinq entités qui se sont engagées à promouvoir une participation citoyenne active. L'organisation a exécuté avec succès un programme pilote scolaire qui été étendu par la suite à d'autres écoles, à d'autres collectivités et d'autres États. Il a été mis en œuvre dans 10 États du Nigéria ainsi qu'au Bénin, rassemblant 3 000 jeunes comme membres et comme volontaires.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à : protéger les droits de tous les Africains; inspirer, mobiliser et autonomiser tous les citoyens de l'Afrique pour qu'ils deviennent des participants actifs; leur insuffler des valeurs positives; développer chez eux le civisme et la confiance en soi; offrir à tous les citoyens, en particulier aux enfants et aux jeunes, des possibilités éducatives qui leur permettront de contribuer activement au développement durable et montrer aux jeunes que le vivre ensemble, l'appartenance et le partenariat représentent une réponse forte face à des menaces qui exigent davantage qu'une action individuelle.

Pour réaliser ces objectifs, l'organisation a mis en œuvre des initiatives thématiques sur l'action citoyenne pour un développement durable, les alliances et la coopération en faveur du développement rural; les réseaux de jeunes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication au service du développement, de la lutte contre la criminalité et de l'éducation aux droits de l'homme.

Changements à signaler

En 2012, le Conseil d'administration a décidé de changer le nom de l'organisation « Youth Crime Watch of Nigeria » en « Africa Centre for Citizens Orientation » afin de refléter la participation de l'organisation avec les communautés rurales et les jeunes et d'élargir le champ de l'organisation au-delà de prévention de la criminalité pour y inclure le développement communautaire, le développement de l'esprit d'entreprise, les droits de l'homme, les technologies de l'information et de la communication et l'environnement. Lors de sa séance générale annuelle, l'organisation a modifié sa Constitution qui a été approuvée en 2012 par l'agence gouvernementale pertinente et par les tribunaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2010 à ce jour, l'organisation Africa Centre for Citizen Orientation et ses organes subsidiaires ont habilité 563 jeunes filles et 197 jeunes hommes aux techniques de l'information et de la communication conformément au programme des Nations Unies en matière de développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux Forums de 2011 et de 2012 du Sommet mondial sur la société de l'information qui se sont tenus au Centre de conférences de l'Organisation internationale du travail à Genève, respectivement du 16 au 20 mai 2011 et du 14 au 18 mai 2012. L'organisation a participé aux quatorzième, quinzième et seizième sessions de la Commission de la science et la technique au service du développement, tenues à l'Office des Nations Unies à Genève respectivement du 22 au 27 mai 2011, du 21 au 25 mai 2012 et du 3 au 7 juin 2013. L'organisation a également pris part à la Sixième Réunion annuelle du Forum sur la gouvernance d'Internet, organisée au Bureau des Nations Unies à Nairobi du 27 au 30 septembre 2011 sur le thème « The Internet as a catalyst for change : access, development, freedoms and innovation » (L'Internet, catalyseur du changement : accès, développement, libertés et innovation). L'organisation y a présenté une communication sur le thème de la sauvegarde des jeunes dans un monde de plus en plus connecté.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2012 et 2013, l'organisation a fourni une assistance technique à l'Initiative pour la protection de l'enfance en ligne de l'Union internationale des télécommunications.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation au Nigéria des objectifs 3 et 8 du Millénaire en formant 475 jeunes femmes aux technologies de l'information et de la communication et au travail en réseau afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En vue de promouvoir la paix, une sécurité accrue et le développement, l'Africa Centre for Citizens Orientation a organisé la Conférence annuelle pour sécuriser l'Afrique, à laquelle ont participé 229 jeunes et responsables venus d'Afrique et du monde entier.

2. Afro Centre for Development Peace and Justice**Statut consultatif spécial : 2010****Introduction**

L'organisation Afro Centre for Development Peace and Justice a été fondée en novembre 2001. Son siège est à Asaba, dans l'État du Delta au Nigéria. L'organisation porte ses efforts sur le développement communautaire intégré et la gouvernance démocratique au Nigéria.

Buts et objectifs de l'organisation

Sa vision est celle d'une société pacifique, imprégnée de valeurs démocratiques, avec un sentiment d'espoir retrouvé au sein de ses populations vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. L'organisation vise à favoriser et à renforcer le bien-être et l'inclusion sociale de ses bénéficiaires cibles, constitués principalement par les femmes, les enfants et les jeunes dans les communautés démunies et négligées, par le biais du renforcement des capacités, de

la recherche, de la diffusion d'informations, du plaidoyer, du réseautage et du développement de la microfinance et des microentreprises.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les principales activités de l'organisation comprennent notamment : un projet d'autonomisation économique des femmes; des moulins pour le traitement du manioc dans cinq communautés en coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes); un programme de microprojets financé par la Commission européenne; un programme de renforcement des capacités dans cinq communautés; l'Initiative relative à l'obligation de devoir rendre des comptes et des mesures en faveur d'une plus forte participation du public dans le processus budgétaire, outre la création de trois centres d'information et d'action.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé un mémorandum d'accord avec ONU-femmes afin de promouvoir des moyens d'existence durable et l'autonomisation économique des femmes par le renforcement des capacités et l'installation de petits moulins de traitement du manioc dans cinq communautés (État de Kogi) en 2010. En collaboration avec la Civil Society Action Coalition on Education for All, elle a mis en œuvre un projet de suivi et d'évaluation indépendants dans l'État du Delta pour la période 2010-2011.

En 2010, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec la Commission indépendante sur les pratiques de corruption et autres infractions apparentées en vue de renforcer les capacités des citoyens à participer à l'échelon local aux travaux budgétaires de l'État d'Edo.

L'organisation a également signé un mémorandum d'accord avec le Ministère de la planification économique et le PNUD pour exécuter un projet visant à promouvoir l'obligation de rendre des comptes à la population ainsi qu'une participation accrue aux travaux budgétaires du district sénatorial du Delta Nord, de 2012 à 2014.

Dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale sur l'emploi et les dépenses dans le secteur public, l'organisation met en place un recensement des jeunes chômeurs et suit et évalue le recrutement de ceux qui ont été sélectionnés pour des travaux publics dans le Delta d'Asaba.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a célébré la Journée mondiale de la lutte contre le sida en 2013 dans la région du Delta au Nigéria. Plusieurs centaines de cadets et d'aumôniers du Eagle Chaplain Corps ont reçu une formation axée sur le renforcement des capacités de prévention du sida et d'appui psychologique aux personnes qui vivent avec le VIH/sida. L'organisation a également célébré la Journée internationale de la paix, un événement auquel de nombreuses parties prenantes ont été représentées. La manifestation a bénéficié de l'appui du Programme de stabilité et de réconciliation du Nigéria, financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et géré par le British Council.

3. Fondation Al-khoei**Statut consultatif général : 1998****Introduction**

La Fondation Al-Khoei est une organisation internationale caritative, fondée en 1989 par le chef spirituel musulman chiite aujourd'hui décédé, l'Ayatollah Al-Khoei. L'organisation cherche à promouvoir la liberté de religion, la tolérance, le respect et la justice pour tous les cultes à travers le monde. Elle travaille aux niveaux local, national et international pour créer des écoles, des centres islamiques, des mosquées et des centres communautaires à Londres, New York, Islamabad, Paris, Montréal et en Thaïlande pour satisfaire les besoins éducatifs et sociaux de la communauté musulmane.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif d'autonomiser la communauté musulmane par le biais de diverses activités éducatives des jeunes et des femmes ainsi qu'au moyen de manifestations culturelles. L'organisation a étendu ses domaines de renforcement des capacités et a considérablement consolidé sa coopération avec d'autres agences et organismes gouvernementaux. Elle poursuit les activités ci-après : sensibilisation et lutte contre les violences faites aux femmes par le biais d'ateliers, de formation et de conseils; service d'assistance religieuse dans les hôpitaux et les prisons; recherches sur des questions de droits de l'homme et de protection des lieux sacrés en temps de guerre; participation aux initiatives interconfessionnelles et intraconfessionnelles, en qualité de signataire de Déclarations internationales de foi, comme le Message d'Amman (2004) ou l'Initiative « Une parole commune entre Nous et Vous » (2007); relèvement des normes et promotion du dialogue interconfessionnel au sein d'instances nationales comme le Mosques and Imams National Advisory Board au Royaume-Uni et en appuyant des initiatives telles que le Conseil pour le dialogue interconfessionnel en Iraq.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été signalée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 1^{er} au 12 mars 2010.

L'organisation a participé à la cinquante-cinquième session de la Commission, tenue à New York du 22 février au 4 mars et le 14 mars 2011. Elle a soumis une déclaration écrite sur l'autonomisation des femmes dans le monde, notamment les femmes musulmanes et leur accès au plein-emploi. Elle a organisé en février 2011 une manifestation parallèle sur l'abolition des barrières à l'autonomisation des veuves et des orphelins en Iraq.

L'organisation a participé à la cinquante-sixième session de la Commission, tenue à New York du 27 février au 9 mars et le 15 mars 2012. Elle a organisé une manifestation parallèle le 5 mars 2012 sur le rôle du palmier dans l'autonomisation des femmes rurales.

L'organisation a participé à la cinquante-septième session de la Commission tenue à New York du 4 au 15 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a créé des universités, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées reconnus par l'État, des lieux de culte et des centres communautaires afin de fournir des services religieux, sociaux et caritatifs à la communauté et conseiller les familles endeuillées. L'organisation a également accordé une assistance aux pays ayant subi des catastrophes naturelles ou souffrant de la pauvreté ainsi qu'aux veuves et aux orphelins dans le monde par le biais du projet « Al-Kawthar ».

4. Alliance Defending Freedom

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Alliance Defending Freedom, autrefois connue sous le nom d'Alliance Defense Fund, est une organisation juridique à but non lucratif de plus de 2 400 avocats engagés dans la protection des droits de l'homme. Le siège de l'organisation est à Scottsdale dans l'Arizona, avec des bureaux aux États-Unis à New York, à Washington, à Lawrenceville en Géorgie, à Leawood au Kansas, à Folsom en Californie et à Denver au Colorado, ainsi qu'à Mexico City, à New Delhi et à Vienne.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation est une alliance juridique internationale qui s'emploie à défendre et à promouvoir les droits de l'homme et les libertés civiles tels qu'ils sont reconnus et protégés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux applicables. L'organisation assure des services de

formation en matière de plaider aux responsables de l'élaboration des politiques, aux avocats et aux étudiants et défend les droits fondamentaux des individus devant les tribunaux dans le monde entier. Elle soumet des dépositions d'experts auprès de multiples organes délibérants en Europe ainsi qu'auprès du Parlement européen et du Congrès des États-Unis d'Amérique. L'organisation a parrainé différentes manifestations parallèles, organisé des sessions de formation et participé à différentes Commissions des Nations Unies.

Changements à signaler

L'organisation a transformé son nom « Alliance Defense Fund » en « Alliance Defending Freedom ». Ce changement de nom a été enregistré par le Conseil économique et social en juillet 2014.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté des déclarations écrites et orales à diverses sessions de la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission de la population et du développement. Ses déclarations ont principalement porté sur les instruments fondamentaux des droits de l'homme internationalement reconnus, et ont placé l'accent sur l'importance de réaliser les buts et les objectifs du développement dans un cadre de défense des droits fondamentaux de tous.

L'organisation est l'hôte de nombreuses sessions de formation destinées aux étudiants en droit et aux avocats dans le but de leur faire connaître le fonctionnement du système des Nations Unies, le programme des Nations Unies en matière de développement et les solutions de développement centrées sur l'être humain. Le programme de formation annuel à l'intention des étudiants en droit leur offre l'occasion de faire durant l'été un stage auprès de différentes entités liées à l'Organisation des Nations Unies, notamment l'Alliance elle-même ou d'autres organisations non gouvernementales internationales accréditées auprès du Conseil économique et social.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions ci-après :

- a) Cinquante-et-unième session de la Commission du développement social tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 6 au 15 février 2013;
- b) Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 4 au 15 mars 2013;
- c) Quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de la Commission de la population et du développement tenues à New York respectivement du 23 au 27 avril 2012 et du 22 au 26 avril 2013;
- d) Cinquante-deuxième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, tenue à New York du 9 au 27 juillet 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a lancé les initiatives ci-après :

a) Une rencontre visant à déterminer les cadres juridiques appropriés pour la pleine jouissance des droits garantis par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en vue d'une présentation pratique du rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction. Cette manifestation s'est déroulée le 6 mars 2013 à Genève, parallèlement à la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme;

b) Une rencontre consacrée à l'élaboration des politiques de réduction de la mortalité maternelle mettant l'accent sur une approche globale. Cette manifestation a été organisée le 6 mars 2013 à New York, parallèlement à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme;

c) Une manifestation parallèle tenue à New York le 19 septembre 2013 durant la soixante-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale sur le thème « Life and Family: A Real Approach to the Millennium Development Goals » (La vie et la famille : une approche vraie pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement).

Les activités de l'organisation pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont principalement porté sur l'objectif 5 et ont comporté les initiatives ci-après :

a) Manifestations parallèles sur la santé maternelle réunissant des experts des sciences médicales et sociales;

b) Recherches de nature juridique et présentations écrites de solutions permettant de réduire la mortalité maternelle;

c) Activités de plaidoyer auprès des États membres en vue de faire accorder l'attention appropriée à la mortalité maternelle dans les documents de l'ONU;

d) Collaboration avec une alliance internationale d'avocats pour évaluer les bonnes pratiques à l'échelon national dans le domaine de la santé maternelle.

5. Friends of UNFPA

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

Friends of UNFPA est une organisation à but non lucratif, fondée en 1998 dans le but d'édifier un appui moral, politique et financier en faveur du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Elle s'emploie à sensibiliser le grand public aux États-Unis et dans le monde pour obtenir des financements en faveur de la mission internationale du FNUAP.

Buts et objectifs de l'organisation

Friends of UNFPA sensibilise le grand public aux programmes du FNUAP et mobilise aux États-Unis des appuis en sa faveur au moyen de plaidoyers et de vulgarisation en ligne, de messages adressés aux membres du Congrès, de collectes de fonds et de manifestations à caractère pédagogique

Changements à signaler

En avril 2012, en consultation avec la direction du FNUAP, l'organisation a changé son nom Americans for UNFPA en Friends of UNFPA, pour l'aligner plus étroitement sur le mandat et l'identité visuelle du FNUAP.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chaque année, Friends of UNFPA honore deux personnes pour leur travail avec le FNUAP et les emmène à Washington D.C. pour y rencontrer des membres importants du Congrès en vue de les sensibiliser aux activités du FNUAP. Utilisant son réseau en ligne, l'organisation envoie des lettres à l'administration des États-Unis et au Congrès pour que les activités du FNUAP bénéficient d'un financement important. L'organisation mobilise des appuis financiers à cet effet en nouant des partenariats avec diverses plates-formes de financement participatif. En tirant parti de ces audiences en ligne, négligées jusqu'alors, l'organisation génère davantage de fonds pour des programmes de pays spécifique en faveur des droits des femmes à la santé sexuelle et procréative. Les projets à travers ces plates-formes vont de la violence sexiste au mariage d'enfants en passant par les secours dans les situations d'urgence.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Friends of UNFPA a participé aux réunions suivantes :

- a) Cinquante-quatrième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues respectivement à New York du 1^{er} au 12 mars 2010, du 27 février au 9 mars 2012 et du 4 au 15 mars 2013;
- b) Dix-neuvième session de la Commission du développement durable tenue à New York au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 2 au 13 mai 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Friends of UNFPA entretient des liens de consultation étroits avec le FNUAP en vue d'assurer que ses activités soient conformes aux objectifs et politiques du Fonds. L'organisation lui fait part de toutes ses activités de communication, de sensibilisation du grand public, de plaidoyer et de collecte de fonds, et autres activités apparentées.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En coopération avec le projet de la Fondation des Nations Unies sur l'accès universel, Friends of UNFPA a plaidé en faveur d'une augmentation du financement consenti par les États-Unis pour la planification familiale à l'échelon international

qui est étroitement liée à la réalisation de l'objectif 5 du Millénaire pour le développement visant à améliorer la santé maternelle. Son but spécifique a été de sensibiliser les responsables des politiques à la valeur de la planification familiale internationale et de susciter d'ardents défenseurs des programmes de planification familiale internationale et de santé de la procréation.

6. Société anti-esclavagiste

Statut consultatif spécial : 1950

Introduction

La Société anti-esclavagiste a été fondée en 1839. Elle est la plus ancienne organisation du monde de défense des droits de l'homme et la plus importante dans la lutte contre l'esclavage. Établie à Londres, l'organisation est active dans le monde entier par le biais d'un réseau de partenariats locaux.

Buts et objectifs de l'organisation

L'esclavage, le servage et le travail forcé sont des violations des libertés individuelles, qui dénie à des millions de personnes leur dignité et leurs droits fondamentaux. La société anti-esclavagiste agit aux échelons local, national et international en vue d'éliminer toutes les formes d'esclavage dans le monde en dénonçant les cas d'esclavage actuels, en appuyant les études destinées à évaluer l'ampleur de l'esclavage et la recherche des moyens d'y mettre fin, en soutenant les initiatives des organisations locales pour libérer les personnes détenues contre leur volonté, en sensibilisant l'opinion et en faisant campagne en faveur de son élimination ainsi qu'en militant en faveur d'une application plus efficace des instruments internationaux contre l'esclavage.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux efforts visant à éliminer l'esclavage qui constitue une grave violation des droits de l'homme, interdit par l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que par d'autres traités internationaux des droits de l'homme. Elle lance des programmes pour combattre et éliminer le travail forcé, la servitude pour dettes, la traite, l'esclavage héréditaire, l'esclavage des enfants et les mariages précoces ou contraints. Durant la période considérée, elle a mis en œuvre des programmes régionaux en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud ainsi que des programmes thématiques sur le travail des enfants, la traite, le travail domestique et le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement.

L'organisation travaille avec des partenaires locaux. Elle bénéficie de leur expérience et leur fournit des moyens de lutter contre l'esclavage par le biais d'une sensibilisation au niveau local, en conduisant et en publiant des études, en proposant des changements à la législation, aux politiques et aux comportements et en fournissant des services aux victimes de l'esclavage. En outre, elle contribue à approfondir les causes profondes et les conséquences de l'esclavage en facilitant l'accès des anciens esclaves aux ressources éducatives.

Au cours des quatre dernières années, les activités de la Société anti-esclavagiste ont essentiellement porté sur :

- a) La ratification par les gouvernements des traités et Conventions anti-esclavagistes;
- b) L'adoption et la ratification par l'Organisation internationale du travail de la Convention n° 189 sur le travail domestique;
- c) La libération des personnes tenues en esclavage et leur intégration dans la société;
- d) L'autonomisation des personnes qui ont été tenues en esclavage afin que leur libération soit durable ainsi que la lutte contre les causes profondes et les conséquences de l'esclavage;
- e) La sensibilisation et la mobilisation du grand public face à l'existence des formes contemporaines d'esclavage.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé notamment aux réunions et manifestations ci-après :

- a) Quinzième, dix-huitième, vingt et unième et vingt-quatrième sessions du Conseil des droits de l'homme tenues à Genève en septembre;
- b) Groupe de travail présession des soixante et unième et soixante-deuxième sessions du Comité des droits de l'enfant convoqué en juin 2012. L'organisation y a présenté une déclaration relative aux troisième et quatrième rapports périodiques de l'Ouzbékistan sur son application de la Convention;
- c) La 100^e session de la Conférence internationale du travail tenue à Genève en juin 2011. L'organisation y a mis sur pied une manifestation parallèle qui a permis à des enfants travaillant comme employés de maison de partager leurs points de vue et leurs expériences avec les délégués;
- d) La réunion d'experts sur le travail forcé, la traite et l'exploitation, tenue à Genève en février 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Société anti-esclavagiste coopère avec le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, avec le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants ainsi qu'avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et des migrants. Elle participe également aux travaux des organes institués en vertu d'un traité, notamment le Comité des droits de l'enfant, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'homme. Elle coopère avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation internationale du travail par le biais de l'International Trade Union Congress.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs 1, 2, 3 et 7 du Millénaire pour le développement en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud en aidant à briser le cycle de l'esclavage et de l'appauvrissement, en ouvrant l'accès à l'éducation aux enfants

vulnérables à l'esclavage, en publiant un rapport sur les mariages d'enfants et l'esclavage et en appuyant le développement social durable.

7. Société argentine de pédiatrie

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

La Société argentine de pédiatrie est une société scientifique fondée en 1911. Elle se consacre à la promotion et à la protection des droits des enfants à la santé et au bien-être. Elle compte aujourd'hui 16 409 membres répartis dans 46 sociétés affiliées dans les 9 régions de l'Argentine.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation croit que l'un des droits des enfants est de recevoir des soins de santé de haute qualité. Pour réaliser cet objectif, l'organisation dispense une vaste gamme de cours à l'intention des pédiatres, notamment un cours sur les maladies infectieuses, à l'échelle nationale, fréquenté par 2 177 pédiatres ainsi qu'un enseignement à distance suivi par 7 492 pédiatres (soit 40 % du nombre total des pédiatres dans le pays), ce qui en fait l'un des cours de médecine les plus fréquentés dans le monde.

L'organisation publie une revue scientifique de pédiatrie et de santé périnatale qui aborde aussi d'autres spécialités. Elle publie également un bulletin à l'intention de ses 17 000 membres ainsi qu'une grande variété de matériels scientifiques, de normes et de directives. Depuis 1978, elle organise des examens individuels de pédiatres pour les certifier. Cette certification est aujourd'hui reconnue par le Ministère de la santé. L'organisation participe à tous les grands événements nationaux liés aux droits de l'enfant.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies par le biais des initiatives ci-après :

a) Collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) depuis plus de 20 ans et publication annuelle conjointe présentant les statistiques les plus importantes sur la santé maternelle et infantile en Argentine. Ce rapport est diffusé aux 17 000 membres de l'organisation;

b) Collaboration avec le Ministère de la santé, le Ministère des affaires sociales et l'UNICEF dans la mise en œuvre d'un programme national en faveur de l'allaitement maternel;

c) Depuis quatre ans, coopération avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) dans le cadre d'un programme de travail en faveur de l'allaitement maternel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été mentionnée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec l'UNICEF et l'OPS ainsi que mentionné et l'OMS.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à l'objectif 4 du Millénaire pour le développement par le biais de ses programmes pédagogiques visant à prévenir les accidents durant les premières années de la vie, tels que l'inhalation de fumées lors d'un feu, les accidents liés à l'eau, la promotion de jouets sûrs et la sécurité des enfants circulant à pied. L'organisation est active également dans des domaines tels que la contraception d'urgence (la pilule du lendemain), le dialogue entre adolescents, l'utilisation des préservatifs, les groupes de pairs adolescents, la prévention de l'usage de drogues, et la préparation des enfants aux interventions chirurgicales (par exemple, dans le cas de testicules non descendus). Elle produit également un programme radiophonique nommé une fois Meilleur programme éducatif de l'année par l'Institut universitaire argentin de la santé.

Renseignements complémentaires

L'organisation dirige conjointement avec le Ministère de la santé un programme national de certification d'internes en pédiatrie. L'organisation collabore avec la Société latino-américaine de pédiatrie en vue d'harmoniser la qualité des internats en pédiatrie dans la région. Par le biais de sa Fondation pour l'éducation, l'organisation accorde chaque année 14 bourses pour la formation clinique et 2 bourses pour la recherche clinique. Elle collabore également étroitement avec les autres associations de pédiatries des pays du cône Sud : Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay.

8. Institut asiatique pour le développement des transports

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

L'institut asiatique pour le développement des transports est une organisation indépendante, sans but lucratif, ayant pour vocation de mener des recherches de façon neutre, d'appuyer la formation professionnelle et le renforcement des capacités dans le domaine de l'infrastructure, en plaçant un accent spécial sur les transports et la logistique. L'Institut favorise également la coopération dans les domaines apparentés en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest.

Buts et objectifs de l'organisation

Le principal objectif de l'organisation est de promouvoir un développement équilibré, équitable et durable pour améliorer le bien-être général des populations en mettant l'accent sur la mobilité pour tous, l'atténuation de la pauvreté, la valorisation

des ressources humaines, l'intégration régionale, la facilitation du commerce, des réseaux et des systèmes de transport écologiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a promu le développement des principales liaisons internationales de transport et les ports secs le long du réseau ferroviaire transasiatique et de la Route d'Asie au moyen d'études, de conférences, de séminaires, de renforcement des capacités et de plaidoyers. Ses cours régionaux de formation ont notamment porté sur la conception et le fonctionnement des ports secs, le calcul du coût et la fixation du prix des services et le financement de l'infrastructure. Au total, 280 participants provenant de 13 pays ont pris part à ces cours. L'Institut a facilité la compréhension mutuelle entre les pays de la région et les enseignements à tirer des expériences et des initiatives de chacun. À cet effet, l'Institut a organisé des dialogues Inde-Sri Lanka et Inde-Bangladesh avec des intervenants de haut niveau, parlementaires, hommes politiques, universitaires, représentants de la société civile et des médias.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement à d'importantes réunions et conférences organisées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, notamment :

- a) Deuxième session du Comité des transports, tenue à Bangkok, du 1^{er} au 3 novembre 2010;
- b) High-level Policy Dialogue on Development Challenges facing the South and South-West Asia Sub-region (Dialogue de haut niveau sur les défis du développement dans les sous-régions d'Asie du Sud et du Sud-Ouest), tenu à New Delhi, les 15 et 16 décembre 2011;
- c) Douzième Conférence ministérielle sur les transports, tenue à Bangkok, du 12 au 16 mars 2012;
- d) Troisième session du Comité des transports, tenue à Bangkok, du 29 au 31 octobre 2012;
- e) Deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports, tenue à Bangkok, du 4 au 8 novembre 2013;
- f) Regional Conference on Strengthening Transport Connectivity and Trade Facilitation in South and South-West Asia (Conférence régionale sur l'amélioration de l'interconnexion des transports et la facilitation du commerce en Asie du Sud et du Sud-Ouest), tenue à Lahore, au Pakistan, les 9 et 10 décembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a souligné dans différentes instances que même si les objectifs du Millénaire pour le développement n'incluaient pas de références spécifiques aux transports, la disponibilité d'infrastructures de transport et de services constitue un élément essentiel pour réaliser les objectifs du Millénaire. Une étude empirique menée par l'Institut a confirmé que parmi d'autres interventions, les investissements publics de grande ampleur dans le développement de l'infrastructure routière peuvent améliorer le bien-être des populations rurales.

Renseignements complémentaires

L'organisation a été désignée comme organisme central pour le renforcement des capacités concernant la partie sud du réseau ferroviaire transasiatique qui s'étend du Viet Nam jusqu'à l'Iran. Elle a également été désignée Secrétaire de l'Asian Railway Association.

9. Asian Legal Resource Centre**Statut consultatif général : 1998****Introduction**

L'organisation Asian Legal Resource Centre, basée à Hong Kong, Chine, a été fondée en 1986 et vise à rendre les populations plus autonomes sur le plan juridique dans le cadre des droits de l'homme. Historiquement, l'organisation a été notamment active en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Myanmar, au Népal, au Pakistan, aux Philippines, en République de Corée, au Sri Lanka et en Thaïlande durant la période considérée. L'organisation appuie les groupes actifs dans ce domaine aux niveaux régional, national et local et collabore étroitement avec eux. Le Centre promeut la création de services juridiques spécifiques, fournit des ressources et appuie les programmes de renforcement des capacités d'entraide au niveau local. L'organisation s'emploie à développer des ressources juridiques efficaces en faveur des populations pauvres et défavorisées en Asie, en particulier celles qui sont soumises à de multiples formes d'oppression, notamment les femmes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation promeut la connaissance des droits et des recours disponibles dans la législation nationale et dans les instruments régionaux et internationaux; offre un forum pour l'échange d'expertises et d'expériences entre organisations des droits de l'homme et les groupes de ressources juridiques en Asie; participe à des recherches interdisciplinaires sur les droits de l'homme; promeut la formation d'avocats et d'assistants juridiques; élabore des programmes de vulgarisation de la législation et des droits de l'homme; promeut la création et le renforcement des organisations de ressources légales dans la région et la réforme des institutions pour augmenter leur capacité à offrir une aide à la fois efficace et en temps voulu. Les questions d'éradication de la pauvreté, d'égalité des sexes, de castes et des droits des peuples autochtones et des minorités sont incorporées à ces activités, le cas échéant. Le Centre coordonne et rediffuse les informations sur les initiatives juridiques menées en

Asie. Il les transmet également à la Commission asiatique des droits de l'homme, son organisation sœur; il coordonne les programmes de formation destinés aux juges et aux avocats en Chine et ailleurs dans la région, et promeut la Charte asiatique des droits de l'homme ainsi que les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme. L'organisation fait un effort particulier pour promouvoir l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels au moyen de publications, de programmes éducatifs, d'études et d'autres activités.

Changements à signaler

Aucun changement important n'a été signalé.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a traité les questions thématiques et les questions de pays relatives aux droits de l'homme qui sont au cœur des travaux du Conseil des droits de l'homme. Le Centre s'appuie sur les travaux de son organisation sœur, la Commission asiatique des droits de l'homme, qui selon les estimations, serait la source du plus grand nombre d'appels urgents et autres types d'information concernant les cas de violation des droits de l'homme destinés aux procédures pertinentes des Nations Unies, notamment les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Le Centre et la Commission asiatique des droits de l'homme organisent régulièrement des séminaires, des réunions de discussion et des séances de formation à l'intention des membres de la société civile ainsi que des membres des Parlements de toute l'Asie. De tels forums permettent l'étude et la discussion, la formation et la planification de la promotion et de la protection des droits de l'homme tels qu'ils sont consacrés dans les instruments internationaux des Nations Unies. L'organisation veille à leur application au niveau national. Par conséquent, l'un de ses principaux thèmes de recherche et de publications, intitulé « Article 2 », est tout spécialement destiné à documenter les obstacles et à présenter des analyses et des recommandations sur la façon d'assurer le respect par les États asiatiques de leurs obligations relatives aux droits de l'homme. Le rapport spécial de pays sur les Philippines, publié en septembre 2012 afin de coïncider avec le rapport de l'Examen périodique universel relatif aux Philippines du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, constitue un exemple de ce que le Centre publie sous l'« Article 2 ». Ce rapport examine notamment l'application des obligations des Philippines au titre de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme durant la période 2010 à 2013. Elle a soumis un certain nombre de déclarations écrites et a fait de nombreuses interventions orales. Le nombre élevé de déclarations écrites et d'interventions aux diverses sessions du Conseil des droits de l'homme témoigne de l'importance accordée par l'organisation à sa participation aux travaux des Nations Unies, en particulier à l'organe le plus important des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec des organes des Nations Unies, présentant de nombreux rapports concernant le bilan des États en matière des droits de l'homme

dans le cadre de la procédure d'Examen périodique universel. L'organisation a des contacts réguliers avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, notamment les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme sur les cas et questions relevant de sa compétence. La Commission asiatique des droits de l'homme, figure parmi les fournisseurs les plus réguliers de cas soumis aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, alimentant de la sorte notamment les activités de plaidoyer de l'organisation. Quant aux rapports destinés aux organes de surveillance des traités durant la période considérée, un document additionnel sur la torture au Sri Lanka a été soumis à la Commission asiatique des droits de l'homme à sa quarante-septième session tenue du 31 octobre au 25 novembre 2011. Le Centre a également soumis quatre communications individuelles (trois en 2012 et une en 2013) au Comité des droits de l'homme, concernant des cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires. Les plaignants ont tous obtenu gain de cause.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en élaborant des liens thématiques entre la pauvreté, le développement et le respect des droits de l'homme. Elle a travaillé de façon exhaustive pour démontrer que l'absence de la primauté du droit et la présence de systèmes déficients de justice pénale dans de nombreux pays d'Asie représentent un facteur important contribuant à la pauvreté. L'organisation sœur, la Commission asiatique des droits de l'homme, a mené une série de campagnes sur la protection des pêcheurs, l'accaparement des terres au Pakistan ainsi que sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et l'environnement durable dans le cadre du projet de construction de l'aciérie POSCO en Inde.

Renseignements complémentaires

L'organisation a entrepris diverses activités durant la période considérée pour commémorer chaque année le 10 décembre la Journée des droits de l'homme. Ces activités comprennent notamment l'indemnisation de victimes de violation des droits de l'homme qui ont lutté pour la justice dans des situations particulièrement difficiles, outre la présentation d'un rapport sur l'état des droits de l'homme dans la région. De plus, le Centre organise régulièrement des manifestations nationales dans la région, commémorant les Journées internationales, notamment la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin de chaque année. La Commission asiatique des droits de l'homme a organisé des débats régionaux sur cette question, notamment avec l'Université de Hong Kong en 2010 et en 2012. L'organisation dirige également un enseignement des droits de l'homme par correspondance offrant régulièrement des leçons visant à promouvoir les principes généraux des droits de l'homme.

10. Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia est une organisation non gouvernementale apolitique, fondée en 1993 à Caracas, enregistrée auprès de

l'Organisation des États américains. Depuis sa fondation, l'organisation a promu la primauté du droit, les droits de l'homme, la démocratie, les méthodes alternatives de règlement des différends et le développement social durable. Sur le plan international, l'organisation est un membre actif du Partenariat en faveur du principe 10, une coalition axée sur la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'accès à l'information sur la justice environnementale. L'organisation a joué un rôle important en mettant en place et en organisant le Réseau pour la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes qui est membre du World Movement for Democracy, un réseau mondial comptant quelque 540 organisations.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'emploie à promouvoir et encourager la démocratie et le renforcement de la démocratisation du système judiciaire au Venezuela en produisant des informations, en diffusant des idées et en mettant en œuvre des projets pour réaliser un système favorisant l'accès et la participation des citoyens, les méthodes alternatives de règlement des différends et les innovations communautaires, tout en veillant au développement social durable et à la protection des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à l'objectif 3 du Millénaire pour le développement en répondant aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes avec des programmes d'enseignement favorisant l'exercice de la citoyenneté et les valeurs démocratiques. L'organisation a promu à travers tout le pays les concepts de citoyenneté, de démocratie, d'obligation de rendre des comptes, des droits de l'homme ainsi que l'acquisition de compétences dans le domaine du journalisme et de la négociation parmi les jeunes dirigeants et les communautés. L'organisation est membre du Partenariat en faveur du principe 10, une plate-forme qui réunit des organisations multilatérales, des gouvernements et la société civile en vue de promouvoir, renforcer et réaffirmer le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui a trait à l'accès à l'information, à la participation et à la justice environnementale, parce que c'est crucial pour la gouvernance environnementale et le développement durable. L'organisation a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Conseil des droits de l'homme en participant activement à la promotion et à la défense des droits de l'homme, à l'accès à la justice et à la liberté d'expression consacrés par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement en s'employant à promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie dans les communautés choisies, à favoriser l'émergence de pouvoirs locaux et faire progresser la primauté du droit.

11. Assemblée des Premières Nations – Fraternité nationale des Indiens

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

L'Assemblée des Premières Nations – Fraternité nationale des Indiens est fermement engagée à promouvoir les intérêts des peuples des Premières Nations en général, et en particulier l'amélioration de leur situation économique.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation est une association nationale de plaidoyer représentant les citoyens des Premières Nations du Canada, comptant plus de 900 000 autochtones vivant dans 634 communautés, villages et villes des Premières Nations à travers le pays. Les dirigeants (chefs) des Premières Nations de l'ensemble du Canada dirigent les activités de l'organisation au moyen de résolutions adoptées par l'Assemblée des chefs qui se réunit deux fois par an. L'exécutif de l'organisation est composé d'un chef national, de dix chefs régionaux et des présidents des conseils des anciens et des conseils des femmes et des jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a intégré dans son plaidoyer et ses activités la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle a travaillé étroitement avec le Bureau du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones pour organiser sa visite au Canada et l'a rencontrée le 14 octobre 2013. L'organisation a également rencontré le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et a maintenu le contact avec son Bureau durant sa mission au Canada du 6 au 16 mai 2012. L'organisation a également entretenu des liens étroits avec le Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Elle participe régulièrement aux sessions de l'Instance permanente et contribue à ses travaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions énumérées ci-après :

a) Neuvième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue à New York, du 19 au 30 avril 2010;

- b) Dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue à New York, du 16 au 27 mai 2011;
- c) Onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue à New York, du 7 au 18 mai 2012, l'organisation y a fait des déclarations sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles autochtones, sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que sur la doctrine de la découverte;
- d) Atelier de renforcement de capacités portant sur l'accès aux ressources et le partage des bénéfices, tenu à New Delhi, du 29 juin au 6 juillet 2012;
- e) Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 4 au 15 mars 2013;
- f) Douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue à New York, du 20 au 31 mai 2013; l'organisation y a soumis des déclarations sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, notamment sur la culture, l'éducation et l'emploi des langues;
- g) Huitième Réunion du Groupe spécial intersession à composition non limitée sur l'article 8 j) et des dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique, tenue à Montréal, Canada, du 7 au 11 octobre 2013;
- h) Sixième session du Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable, tenue à New York, du 9 au 13 décembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Durant la période considérée, l'organisation a soumis à des organes ou organismes des Nations Unies les rapports ci-après :

- a) Un rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale lors de sa quatre-vingtième session qui s'est tenue à Genève du 13 février au 9 mars 2012;
- b) Un rapport sur le droit des enfants à la santé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le 1^{er} octobre 2012;
- c) Un rapport sur les violences faites aux femmes et aux filles autochtones à la Commission de la condition de la femme, en novembre 2012;
- d) Un rapport sur les violences faites aux femmes et aux filles autochtones à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, le 6 août 2013;
- e) Un rapport sur les violences faites aux femmes et aux filles autochtones aux membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le 9 septembre 2013;
- f) Un rapport au Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, le 14 octobre 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation n'ont pas porté sur des initiatives spécifiques pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, mais plutôt sur l'appui accordé aux priorités des peuples autochtones par le biais des activités de plaidoyer et de sensibilisation. L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs de développement durable en favorisant le dialogue et la réflexion sur les approches autochtones en faveur du développement durable.

Renseignements complémentaires

L'organisation a régulièrement commémoré les journées thématiques des Nations Unies pertinentes pour les Premières Nations, notamment la Journée mondiale de l'eau le 22 mars et la Journée internationale des peuples autochtones le 9 août.

12. Associação de Mulheres contra a Violencia**Statut consultatif spécial : 1998****Introduction**

Associação de Mulheres contra a Violencia est une organisation non gouvernementale, indépendante, laïque, sans but lucratif, axée sur les droits de l'homme. Ses principes fondamentaux s'énoncent comme suit : les droits des femmes et des jeunes sont des droits de l'homme, la violence à leur encontre constitue un problème pour la société tout entière; les violences faites aux femmes par les hommes sont des violences sexistes; les femmes sont en mesure de maîtriser et de changer leurs vies. L'organisation appuie la Plate-forme portugaise des droits des femmes dont elle a été cofondatrice, une coalition d'organisations non gouvernementales de défense des droits des femmes, indépendante des partis politiques, des institutions religieuses ou d'entités gouvernementales. L'organisation est également membre et coordonnatrice de WAVE-Women against violence Europe, un réseau européen de femmes contre les violences sexistes dont l'objectif est de protéger les droits fondamentaux des femmes, des jeunes et des enfants. Depuis 1997, l'organisation a participé à l'Observatoire du Lobby européen des femmes sur les violences envers les femmes. Depuis 2007, elle est responsable de l'antenne nationale portugaise de l'Observatoire.

Buts et objectifs de l'organisation

Depuis 1992, l'organisation s'est employée à promouvoir les droits fondamentaux des femmes, des jeunes et des enfants et à combattre toutes les formes de violence sexiste et de discrimination. Les objectifs de l'organisation sont : sensibiliser la société à l'égard des violences faites aux femmes, aux enfants et aux jeunes; former des professionnels aux méthodes appropriées pour lutter contre ces formes de violence; mettre en cause les attitudes, les croyances et les comportements culturels qui perpétuent et légitiment ces formes de violence; promouvoir les droits des femmes, des jeunes et des enfants en faisant pression sur les gouvernements; fonder des réseaux locaux, nationaux et internationaux; promouvoir des modèles des meilleures pratiques; évaluer les besoins des victimes de violences et

les aider, plaider pour la protection de leurs droits tout en leur offrant un refuge temporaire, le cas échéant.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a lutté contre la violence conjugale et la traite conformément à la résolution 1325 (2010) du Conseil de sécurité. En qualité de membre du réseau WAVE, l'organisation a participé à la réunion du Groupe d'experts sur les bonnes pratiques pour prévenir les violences à l'égard des femmes, convoquée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'organisation a contribué au rapport du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes en Europe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-cinquième et à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, respectivement du 22 février au 4 mars 2011 et du 4 au 15 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Conjointement avec la Banque mondiale, l'organisation a mené une enquête sur la violence conjugale et le harcèlement sexuel. Elle a également pris part aux activités inaugurales d'ONU-Femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives de l'organisation pour lutter contre les violences faites aux femmes sont conformes à l'objectif 3 du Millénaire pour le développement.

Renseignements complémentaires

L'organisation est membre de l'Assemblée générale de la Commission nationale des droits de l'homme du Portugal et la formation qu'elle dispense sur les droits fondamentaux des femmes, des enfants et des jeunes est officiellement reconnue. L'organisation a publié un manuel européen sur l'estimation des risques ainsi qu'un manuel national sur l'estimation des risques, la gestion et les méthodes pour fonder des réseaux communautaires.

13. Association apprentissage sans frontières

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

L'Association apprentissage sans frontières est une organisation à but non lucratif active dans la promotion et la reconnaissance du droit à l'éducation par l'apprentissage aux niveaux local, national et international.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif de l'organisation est de jeter une passerelle entre l'éducation, le développement des compétences et l'emploi. Ses projets permettent à des jeunes qui sont défavorisés d'acquérir des compétences professionnelles. Elle promeut le système de formation alternée comme méthode de formation professionnelle et d'intégration au marché du travail.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a organisé deux colloques en 2012 comme manifestations parallèles aux dix-neuvième et vingtième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme à Genève. Le but de ces colloques était de mettre en place un mécanisme concret de reconnaissance par l'Organisation des Nations Unies du droit à l'apprentissage comme partie intégrante du droit à l'éducation. L'apprentissage permet aux jeunes d'accéder à la formation professionnelle et d'acquérir les compétences qui facilitent leur intégration au marché du travail.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux dix-neuvième et vingtième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme à Genève, tenues respectivement du 27 février au 23 mars et du 18 juin au 6 juillet 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a noué des liens solides de partenariat avec les délégations de divers États membres durant le Conseil des droits de l'homme et a plaidé pour des projets de résolution reconnaissant l'apprentissage et la formation professionnelle comme des dimensions du droit à l'éducation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités et projets de l'organisation visent directement à réduire la pauvreté et contribuent à la réalisation des objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement.

Renseignements complémentaires

L'organisation a instauré un programme de stage pour faire connaître à des jeunes apprentis les activités des Nations Unies.

14. Association for Aid and Relief (Japan)

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'organisation Association for Aid and Relief (Japan) a été fondée en 1979 pour aider les réfugiés indochinois. Depuis lors, elle a étendu son champ d'activité, notamment l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, la lutte antimines, les secours aux victimes de catastrophe et l'assistance aux enfants et aux personnes handicapées. L'organisation dispose de neuf bureaux outremer et appuie divers projets dans 13 pays et territoires en Asie et en Afrique. Elle ne possède aucune affiliation politique, religieuse ou idéologique. Environ un tiers de son budget annuel provient des dons de citoyens japonais. Le solde provient essentiellement du financement public, de dons d'entreprises et des revenus de ventes de charité. La contribution de l'organisation à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a été reconnue lors de l'attribution du prix Nobel de la paix de 1997 à cette dernière.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de fournir une aide humanitaire aux populations démunies, promouvoir l'autonomie et réaliser la prospérité pour tous. L'organisation adopte une position de neutralité à l'égard des principes politiques, des religions et des idéologies. Elle s'emploie à la réalisation d'une société dans laquelle chaque individu peut vivre en paix, dans la dignité et l'espoir, où la diversité est valorisée et où chacun vit en harmonie avec l'environnement. L'association est active dans les cinq domaines suivants : a) l'aide d'urgence; b) l'aide aux personnes handicapées; c) la lutte antimines; d) la lutte contre les maladies infectieuses comme le sida et le paludisme et e) les activités de plaidoyer.

Changements à signaler

Face au grand tremblement de terre qui a frappé le Japon le 11 mars 2011, l'organisation a implanté des filiales dans les zones sinistrées et a doublé son personnel. Ses dépenses pour l'exercice financier 2011 ont triplé en comparaison de l'année précédente et se sont élevées à 29 millions de dollars.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a fourni une assistance aux 389 249 survivants des catastrophes ci-après : en 2010, tremblement de terre en Haïti, cyclone Giri au Myanmar, inondations au Sri Lanka et au Pakistan; en 2011, inondations au Cambodge, tremblement de terre en Turquie, sécheresse au Kenya; en 2013 inondations au Myanmar et typhon Haiyan aux Philippines. L'organisation a fourni une aide aux réfugiés syriens en Turquie depuis 2012 et a offert une assistance à des centaines de milliers de survivants du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon en 2011.

Conformément à la position de l'Organisation des Nations Unies concernant la lutte antimines, l'organisation s'est efforcée de protéger les populations exposées aux risques des mines et autres restes explosifs de guerre en dispensant une éducation au danger des mines à 53 755 personnes en Angola et au Soudan, et à des millions de personnes en Afghanistan par le biais de la radio et de la télévision. L'organisation a

aidé 681 321 victimes de mines terrestres et de restes explosifs de guerre en Afghanistan, en République démocratique populaire lao, au Sri Lanka et en Ouganda; 28 221 personnes en Afghanistan ont bénéficié des opérations de déminage d'engins non explosés.

Conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'organisation a fourni des fauteuils roulants et des appareils fonctionnels, a promu l'accessibilité aux élèves handicapés de tous les bâtiments scolaires, le renforcement des capacités des centres de réadaptation ainsi qu'une participation sociale accrue des personnes handicapées. Grâce à ses efforts, l'organisation a desservi 322 016 personnes au Cambodge en République démocratique populaire lao, au Myanmar, au Tadjikistan et en Turquie.

L'organisation a aidé 354 589 réfugiés, rapatriés et hôtes des communautés d'accueil en offrant une assistance éducative et médicale ainsi que de l'eau potable en Angola, au Pakistan, au Soudan du Sud et en Turquie.

Les interventions dans le domaine du VIH/sida ont permis d'atteindre 318 483 personnes en Zambie. Au Soudan, 4 006 personnes ont reçu des soins de santé ou une éducation sanitaire concernant des maladies infectieuses telles que le mycétome ou la leishmaniose.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la onzième Assemblée des États parties à la Convention sur les mines antipersonnel à Phnom Penh du 28 novembre au 2 décembre 2011. Elle a également participé à la première, à la troisième à la quatrième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, tenues respectivement à Vientiane, du 9 au 12 novembre 2010, à Oslo du 11 au 14 septembre 2012, et à Lusaka du 9 au 13 décembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les entités du système des Nations Unies ci-après :

- a) Service de la lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan;
- b) Service de la lutte antimines des Nations Unies au Soudan, pour élaborer avec les partenaires nationaux pertinents des méthodes et des matériels de sensibilisation au danger des mines;
- c) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Myanmar dans le cadre du projet Travail contre nourriture mis en place après le cyclone Giri;
- d) L'UNICEF au Soudan dans le domaine des droits de l'enfant, de la survie, du développement et de la protection des enfants, outre l'élaboration de matériel pédagogique sur le danger des mines.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais des initiatives ci-après :

a) Objectif 1 : elle a fourni des services de formation professionnelle et des opportunités génératrices de revenus aux personnes handicapées; elle a également coordonné les activités humanitaires et de secours d'urgence de façon à ce que les survivants, face à des pertes économiques, aient immédiatement accès à des moyens de survie ainsi qu'à la reconstruction de leurs moyens d'existence;

b) Objectif 2 : elle a distribué des appareillages fonctionnels et une aide à la réhabilitation aux enfants handicapés; elle appuyé des opérations de déminage qui ont eu un effet indirect, mais réel, en ôtant ces obstacles matériels sur le chemin de l'école;

c) Objectif 3 : elle a fourni des services de formation professionnelle et des programmes d'activités génératrices de revenus aux femmes et aux filles, notamment dans le domaine de la couture, de la confection, de la cosmétologie ainsi que des cours sur la façon de créer de petites entreprises à domicile; elle a mis en œuvre des projets de secours d'urgence axés sur les besoins des communautés les plus vulnérables, notamment les mères allaitantes, les femmes enceintes, les veuves et des femmes handicapées;

d) Objectifs 4, 5 et 6 : elle a mis en œuvre des projets d'assainissement, de lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies infectieuses qui ont contribué à la réalisation de ces objectifs;

e) Objectif 7 : elle a foré des puits, construit des châteaux d'eau et foré des trous de sonde dans divers pays d'Afrique pour augmenter l'accès à des sources d'eau potable tout en assurant un assainissement de base;

f) Objectif 8 : la majorité des projets de l'organisation ont porté sur les besoins sociaux essentiels des pays les moins avancés, notamment l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, Haïti, le Myanmar, l'Ouganda, la République démocratique populaire lao, le Soudan, le Soudan du Sud, et la Zambie financés par l'aide publique au développement ou par des organismes des Nations Unies. Après le grand tremblement de terre à l'Est du Japon en 2011, l'organisation a instauré des partenariats avec le gouvernement local et des organisations non gouvernementales nationales et internationales pour l'exécution de ces projets de relèvement.

15. Association des médecins d'Asie

Statut consultatif général : 2006

Introduction

L'Association des médecins d'Asie est une organisation non gouvernementale internationale, sans but lucratif, qui s'efforce de promouvoir la santé et le bien-être des personnes démunies. Fondée au Japon à Okayama en 1984, elle dispose d'une section locale dans 29 pays, à savoir l'Afghanistan, l'Albanie, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Canada, la Colombie, la Fédération de Russie (République des Sakha), le Guyana, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Kosovo, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, le Soudan, le Sri Lanka, Taiwan, province de Chine, le Viet Nam et la Zambie. En outre, Djibouti et le Myanmar ont été des composantes historiques de ses programmes de santé dès les années 90.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à promouvoir la santé et le bien-être des populations défavorisées, sans considération de frontières ou d'autres différences. Les trois principaux obstacles à la réalisation des objectifs de l'organisation sont les conflits sociaux, les catastrophes naturelles et la pauvreté. L'organisation fournit des secours médicaux d'urgence aux populations affectées par des catastrophes naturelles ou provoquées par la main de l'homme. Elle met également en œuvre des projets de développement social à moyen et à long terme pour aider les communautés à se développer. L'esprit du « sogo-fujo » (entraide) est le principe cardinal qui sous-tend toutes les activités de l'organisation, une valeur profondément ancrée dans la vie communautaire traditionnelle japonaise qui implique un cycle d'assistance mutuelle sur la durée et un large champ d'application. L'esprit du « sogo-fujo » permet de nouer un partenariat fondé sur le respect et la confiance mutuels. L'organisation appuie les gens frappés par une catastrophe ou qui sont dans une grande détresse économique pour les aider à se relever, grâce à l'instauration de vrais partenariats ancrés dans les initiatives et valeurs locales.

Changements à signaler

En janvier 2011, la trentième section locale de l'Association des médecins d'Asie a été créée en Haïti.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pour affronter les 29 catastrophes naturelles et les 3 catastrophes causées par l'homme survenues au cours de la période considérée, l'organisation a envoyé des équipes médicales et des coordonnateurs de secours d'urgence au Bangladesh, au Brésil, au Chili, en Chine, au Guatemala, en Haïti, en Inde, en Indonésie, au Japon, au Kirghizistan, au Myanmar, en Nouvelle-Zélande, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et en Turquie. Elle a mis en œuvre des programmes de relèvement à l'issue de ses missions de secours d'urgence.

Dans le cadre de la recherche de solutions durables, l'organisation a mis en œuvre des programmes dans le domaine de la santé, de la consolidation de la paix, de soutien aux moyens d'existence et d'éducation. Son projet relatif à l'opération de la cataracte a permis d'effectuer 297 interventions gratuites sur des personnes démunies dans le cadre de trois missions en Mongolie et de cinq missions au Sri Lanka entre 2010 et 2012. L'organisation a effectué 82 interventions chirurgicales sur des enfants souffrant d'une fente labiale en Indonésie, à Makassar, en octobre et novembre 2012. Sa clinique en Inde, à Bodhgaya a dispensé des services médicaux ayurvédiques à la population locale de janvier 2011 à avril 2014.

Son programme de sports destinés aux jeunes se déroule annuellement au Sri Lanka depuis 2011; il comporte un volet éducatif avec une sensibilisation à la diversité culturelle et religieuse. Depuis 1999, l'organisation met en œuvre un projet destiné à renforcer les moyens de subsistance au Bangladesh. Selon les estimations de 2013, ce projet a bénéficié à 25 000 personnes grâce à la création d'un centre de santé, d'un centre de formation professionnelle, d'un abri contre les inondations, d'un centre d'apprentissage communautaire et d'un programme de microfinancement pour les femmes. La section indonésienne de l'organisation a accepté la participation de l'Asian Medical Student's Association au sein de ses missions médicales de manière à permettre aux étudiants d'acquérir de l'expérience

et des connaissances dans les domaines des activités humanitaires et de la médecine de catastrophe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les organismes des Nations Unies ci-après :

a) Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) concernant le programme de développement multisectoriel de services de santé intégrés, à Djibouti, en faveur des réfugiés somaliens et éthiopiens, de 1993 à 2012, ainsi que le projet de soins de santé primaires en faveur des réfugiés du Bhoutan, en cours depuis 2001;

b) Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets concernant le projet de prévention du paludisme au Cambodge dans la province Kampong Speu, initié en 2010;

c) Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en contribuant à 43 articles sur les activités de secours d'urgence de l'organisation entre 2010 à 2013 pour le portail Web du Bureau consacré aux opérations de secours d'urgence.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en fournissant de la nourriture et des biens de première nécessité à ceux qui souffraient de la faim et de la pauvreté après une catastrophe.

Elle a contribué aux objectifs 4 et 5 par le biais des activités ci-après :

a) Programme de santé maternelle et infantile et projet de soins prénatals mis en œuvre au Népal dans la région occidentale du Teraï, desservant 300 000 personnes en 2012;

b) Programme de santé maternelle et infantile au Myanmar de 2010 à 2013, qui a dispensé des compléments alimentaires à 350 000 enfants âgés de moins de 3 ans et à près de 10 000 femmes enceintes;

c) Des services de santé et de nutrition dans sept centres de soins de santé primaires dans les camps de réfugiés des districts de Jhapa et de Morang au Népal oriental. La société népalaise affiliée à l'organisation est partenaire de ce programme qui est parrainé par le HCR. Le projet a réussi à réduire le taux brut de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 0,5 à 0,2 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité infantile de 28,1 à 13,5 pour 1 000 naissances vivantes.

Elle a contribué à l'objectif 6 par le biais des activités suivantes :

a) Campagne communautaire de lutte contre le paludisme en 2010 ciblant 10 924 personnes;

b) Projet de prévention du paludisme en fournissant des instructions sur son traitement à 225 auxiliaires villageois bénévoles et à 30 agents sanitaires des centres de santé de district qui ont organisé 1 136 ateliers et entretiens dans 150 villages auxquels 18 777 personnes ont participé.
